

DROITS ET RESPONSABILITÉS DU CLIENT
CLIENT RIGHTS AND RESPONSIBILITIES

FOR OFFICE USE ONLY
CASE NAME
CLIENT IDENTIFICATION NUMBER

Je suis responsable de :	Je comprends que :
<ul style="list-style-type: none"> • De communiquer l'information dont le département a besoin pour décider si j'ai droit aux prestations. Les renseignements transmis au département sont sujets à vérification par les représentants du fédéral et de l'État. Cette vérification peut inclure des contacts de suivi par le personnel du département, entre autres des enquêteurs de fraudes. • De fournir une preuve au besoin. Si j'ai de la difficulté à obtenir une preuve, le département peut m'aider à le faire ou contacter d'autres personnes ou organismes à cette fin. • De signaler les changements au besoin en vertu des WACs 388-418-0005 et 388-418-0007. Si je reçois de l'aide en argent ou alimentaire, je dois en faire rapport dans les 10 jours à partir du moment où j'apprends le changement. Si je reçois de l'aide médicale, le délai est de 20 jours. • De déclarer les frais de logement, la garde d'enfant ou de personne à charge, la pension alimentaire pour enfant légalement imposée, les dépenses médicales et les dépenses de travail indépendant pour que le département puisse décider si j'ai droit à une aide alimentaire accrue. Si j'omets de présenter ces dépenses avec preuve à l'appui, j'affirme alors que le département ne doit pas en tenir compte dans sa décision d'aide alimentaire supplémentaire. • De remplir tous rapports et révisions exigés, sur demande. • De chercher, de décrocher et de conserver un emploi ou de participer à d'autres activités obligatoires pour de l'argent comptant ou de l'aide alimentaire. • De coopérer avec la perception d'une pension alimentaire pour enfant et d'un soutien médical. Je peux refuser de participer au recouvrement du soutien si je crains que le parent n'ayant pas la garde me blesse ou porte préjudice à mes enfants ou aux enfants sous ma tutelle. • D'informer le département si je veux qu'un tiers utilise mes prestations d'aide alimentaire en mon nom. • De coopérer avec le processus d'examen du contrôle de la qualité. 	<ul style="list-style-type: none"> • En touchant de l'Aide temporaire aux familles dans le besoin (Temporary Assistance to Needy Families ou TANF) ou des prestations de soutien médical, je cède certains droits aux pensions alimentaires pour enfants et au soutien médical à l'État de Washington. • Si j'obtiens de la TANF, je peux demander une somme supplémentaire pour m'aider à couvrir les frais d'une habitation provisoire d'urgence. • De droit, si j'ai 55 ans ou plus ET que je reçois des services de soins prolongés, le DSHS peut percevoir des sommes de ma succession (les biens que je possède au moment de mon décès) pour se rembourser des soins prolongés et des services médicaux que j'ai reçus avec les soins prolongés. C'est ce qu'on appelle RECOUVREMENT DE LA SUCCESSION (ESTATE RECOVERY). Les services de soins prolongés comprennent le COPES, le CAP, les OBRA, les CASA, les soins personnels Medicaid, les services de maison de repos, les soins de jour pour adulte et les soins infirmiers privés. Le recouvrement de la succession ne s'effectue qu'après mon décès et celui de mon conjoint survivant, s'il y a lieu. Si j'ai des héritiers à ma charge, le recouvrement de la succession peut être différé pour cause de difficultés exceptionnelles. • On peut me limiter à un médecin et à une pharmacie si j'utilise mes prestations médicales à mauvais escient. • On ne m'oblige à fournir les numéros de sécurité sociale (SSN)* ou le statut d'immigrant que pour les personnes qui demandent des prestations. Si je choisis de ne pas donner les SSN ou le statut d'immigrant des membres du ménage qui ne font pas de demande, le revenu et les ressources de tous les membres du ménage doivent quand même être vérifiés au besoin pour déterminer l'admissibilité. • Je peux refuser de parler à un enquêteur du service de détection rapide des fraudes [Fraud Early Detection (FRED)] de la division des enquêtes sur les fraudes (Division of Fraud Investigation). Je n'ai pas à le laisser entrer chez moi. Je peux demander à l'enquêteur de revenir à un autre moment. Ceci n'affectera pas mon admissibilité aux prestations. • On peut me rayer du programme de coupons alimentaires pour avoir enfreint une de ses règles, comme le décrivent les avertissements sur les sanctions relatives aux coupons alimentaires présentés à la deuxième page du présent formulaire. • Je peux demander une audition équitable si je suis en désaccord avec une décision du département sur mon cas. Je peux aussi demander à un superviseur ou à un administrateur de revoir la décision ou l'action litigieuse sans perdre mes droits à une audition équitable.

* Les numéros de sécurité sociale fournis seront utilisés par des organismes de l'état et du fédéral pour vérifier l'identité des membres du ménage, pour vérifier l'admissibilité, pour empêcher la double participation, pour recueillir les réclamations et pour échanger de l'information par ordinateur avec d'autres organismes en vue de contrôler la conformité aux règlements du programme et de gérer le programme. Ces renseignements peuvent aussi être communiqués aux responsables de l'application de la loi dans le but d'appréhender les personnes en fuite pour échapper à la loi. La collecte des numéros de sécurité sociale est permise en vertu de la loi sur les coupons alimentaires de 1977, modifiée, 7 U.S.C. 2011-2036.

Nous sommes responsable de :

- Accepter une demande avec votre nom, votre adresse et votre signature le jour où vous nous visitez au sujet d'offres de programme quelconques du DSHS.
- Vous aider à remplir les formulaires si vous le demandez.
- Traiter votre demande d'aide alimentaire dans les cinq (5) jours suivants si vous y avez droit et si vous avez un besoin imminent de nourriture.
- Vous donner un reçu lorsque vous laissez une demande ou d'autre matériel auprès du département en nous demandant un reçu.
- Vous donner une décision écrite dans la plupart des cas en 30 jours. Des cas médicaux et certaines invalidités peuvent prendre de 45 à 60 jours. Les prestations médicales de grossesse sont autorisées dans les 15 jours ouvrables.
- Vous accorder au moins 10 jours pour produire l'information requise pour déterminer votre admissibilité. Si vous ne nous donnez pas l'information nécessaire pour déterminer l'admissibilité ou si vous demandez un délai supplémentaire, nous pouvons alors refuser votre demande de prestations.
- Vous envoyer un avis écrit, dans la plupart des cas, au moins 10 jours avant de faire des changements pour réduire ou interrompre vos prestations.
- Garder les renseignements fournis confidentiels. Nous pouvons partager certains faits avec d'autres agences pour une gestion efficace des programmes fédéraux.
- Vous encourager à continuer votre demande d'aide alimentaire même si vous risquez de ne pas remplir les conditions d'autres programmes d'aide.
- Vous indiquer que la limite de temps de 60 mois du programme d'Aide temporaire aux familles dans le besoin (TANF) ne s'applique pas à votre aide alimentaire, à votre soutien médical ou aux prestations de garde d'enfants.
- Traiter votre demande d'aide médicale même si vous n'avez pas droit à d'autres programmes d'aide.
- Maintenir votre aide médicale pendant que nous décidons si vous êtes admissible à un autre programme médical, avant d'interrompre vos prestations.
- Vous fournir des services d'interprétation ou de traduction sans frais et sans délai important dans la réception de vos prestations.
- Faciliter votre inscription électorale.
- Partager les antécédents vaccinaux de votre enfant avec le Système de suivi des vaccinations par le profil des enfants (Child Profile Immunization Tracking System).

Avertissement sur les sanctions relatives aux coupons alimentaires

Nous transmettons bel et bien de l'information sur les personnes qui demandent des coupons alimentaires à d'autres agences fédérales pour vérifier son exactitude. En cas de faux renseignement, les demandeurs risquent de ne pas obtenir de coupons alimentaires. Si une personne fournit sciemment de l'information incorrecte, elle peut être poursuivie au criminel. Les sanctions pour avoir enfreint volontairement les règles sur les coupons alimentaires varient entre une exclusion du programme, des amendes et même l'emprisonnement.

Avertissement sur les sanctions relatives aux exigences de travail pour les coupons alimentaires

Si on m'oblige à participer aux exigences de travail pour les coupons alimentaires et que j'omette de le faire, je peux être exclu pour un mois et jusqu'à satisfaction des exigences de travail lors du premier manquement, trois mois et jusqu'à conformité lors du deuxième défaut et six mois et jusqu'à observation la troisième fois et toutes les suivantes.

Avertissement sur les pénalités pour les jeux de hasard en argent ou avec l'EBT (Electronic Benefits Transfer/Transfert électronique des prestations)

Utiliser une carte EBT pour les jeux de hasard va à l'encontre de la loi. Utiliser de l'argent d'une carte EBT va aussi à l'encontre de la loi. Les jeux de hasard incluent les billets de loterie, les billets à languette, les planchettes à poinçonner, le bingo, les courses de chevaux, les jeux de casino et les autres jeux de hasard tel qu'indiqué sous RCW 9.46, 67.16 et 67.70. Utiliser de l'argent du EBT pour les jeux de hasard peut mener à des poursuites, à l'attribution d'un prestataire préventif pour gérer votre argent du EBT ou à la perte de toute aide en argent.

Conformément à la loi fédérale et à la politique du département de l'Agriculture des É.-U. (USDA) et du département de la Santé et des Services sociaux des É.-U. (HHS), il est défendu à la présente institution d'exercer une discrimination en fonction de la race, de la couleur, de l'origine nationale, du sexe, de l'âge ou de l'incapacité. En vertu de la loi sur les coupons alimentaires et de la politique de l'USDA, il est de plus interdit d'établir une distinction en fonction de la religion ou des convictions politiques.

Pour déposer une plainte de discrimination, contactez l'USDA ou HHS. Écrivez à «USDA, Director, Office of Civil Rights, Room 326-W, Whitten Building, 14th and Independence Avenue S.W., Washington, D.C. 20250-9410» ou appelez-le (202) 720-5964 (voix et ATS). Écrivez à «HHS, Director, Office for Civil Rights, Room 506-F, 200 Independence Avenue, S.W., Washington, D.C. 20201» ou appelez-le (202) 619-0403 (voix) ou le (202) 619-3257 (ATS). L'USDA et HHS souscrivent au principe d'égalité d'accès à l'emploi et aux programmes.